

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

23^{ème} année - N° 4277 - Jeudi 22 Décembre 2022 - Prix : 200 Fc

CONSOMMATION

Pénurie de Mabawa à Ngazidja



Photo d'illustration

Encore une pénurie de denrées alimentaires. Depuis quelques semaines, la rareté des ailes de poulet s'intensifie à Moroni. D'après un importateur de la place, la situation va peut-être revenir à la normale d'ici janvier. En attendant, il faut s'armer de patience ou avoir assez d'argent pour s'offrir un carton de précieux « mabawa » au marché de Volovolo.

Le quotidien du comorien est de plus en plus difficile. À peine sorti d'une crise alimentaire liée à la pénurie de riz, une autre s'invite. Depuis quelques semaines, les ailes de poulet, aliment le plus consommé des Comoriens, sont devenues la perle rare. Il

est très difficile de s'en procurer chez les commerçants. La Gazette des Comores a fait un petit crochet dans les grandes surfaces, malheureusement ce produit carné est quasiment introuvable ces derniers jours. Selon un importateur de la place, la situation va peut-être se décanter en janvier. « Il y a tout un contexte à tenir compte, la question des exportations, la grippe aviaire qui touche l'Europe, alors que certains commandent dans cette zone. Il y a aussi l'augmentation des cours des matières premières. Mais d'ici janvier, la situation devrait revenir à la normale », confie-t-il. En effet, le pays importe deux catégories d'ailes de poulet, celles qui ont une couleur jaune venant de France dont

la taille est un peu plus grosse par rapport à celles qui sont blanches et petites venant du Brésil.

En attendant il faut avoir une armure d'acier ou être riche pour manger du mabawa. En effet, ceux qui sont chanceux ont dû faire le marathon à Volo-volo pour avoir un carton au prix de 25.000 KMF soit 50 euros, le prix unitaire au lieu de 17.500 KMF. « C'est hallucinant, j'organise un mariage je n'avais pas le choix, le carton de mabawa m'est revenu à 25.000. Doit-on vivre ainsi jusqu'à quand ? Le gouvernement doit faire quelque chose » s'indigne au téléphone Fatima Mmadi, avant d'ajouter, « où sont les régulateurs des prix, on nous a dit que ces ailes viennent

d'Anjouan. Pourquoi les contrôleurs n'inspectent pas. Chacun fixe le prix comme bon lui semble dans ce pays».

Quant à la résidente d'Ikoni, croisée dans un supermarché, elle parle d'une situation chaotique. « Cela fait longtemps que je n'ai pas vu la couleur des ailes de poulet. Je me suis résignée au risque d'acheter des ailes pourries », déplore-t-elle. Si celle-ci s'est résignée d'autres se dirigent vers les poissonniers. Mais encore une fois, il faut au moins avoir un billet mauve (5000 KMF) dans son portefeuille pour calmer le souffle.

Andjouza Abouheir

SOCIÉTÉ

Cinq juges consulaires ont prêté serment au palais de justice de Fomboni

Des juges consulaires de la chambre de commerce d'industrie et d'artisanat de Mohéli (CCIAM) ont prêté serment le jeudi 15 décembre dernier au palais de justice de Fomboni. La cérémonie s'est tenue en présence des autorités judiciaires. Augmenter les acteurs qui militent pour faire respecter la loi de la juridiction commerciale reste un atout majeur pour le monde des affaires.

Fomboni jeudi dernier. Il s'agit d'Abdallah Madi Abdallah choisi par l'organisation de la chambre d'agriculture de l'île avec son suppléant Bweni Tanzilati Mohamed Tchanne, d'Aboulhairi Abderrahmane choisi par l'Union des opérateurs économiques de Mohéli (UOEM) avec son suppléant Mohamed Mindhiri (Tsira) et de Toimaenti Ali, venant de l'organisation Efoicom et de son suppléant Salaouia Baco Boutsis. Le sixième étant absent.



Prestation de serment des juges consulaires à Fomboni.

dame qui sera bien-sûr une magistrate. C'est une tâche très lourde qui demande beaucoup de responsabilité » explique Abdallah Madi Abdallah le tout nouveau juge consulaire. La magistrate n'est autre que la présidente du tribunal de commerce Mme Daoulati Hamidi. « Un juge consulaire n'est pas forcément un juge professionnel. Toutefois ils sont censés travailler en collaboration avec les magistrats de la place » clarifie la juge Toimaenti Ali avant d'ajouter « j'espère qu'ensemble, nous allons pouvoir répondre aux attentes de nos collègues sans aucune partialité ».

Il s'agit de cinq juges consulaires dont trois titulaires et deux suppléants de la chambre de commerce d'industrie et artisanat de Mohéli qui viennent de prêter serment au palais de justice de

Cette prestation traditionnelle est faite en présence des autorités judiciaires de Fomboni. Ces nouveaux juges consulaires vont désormais prendre en charge les litiges en matière de contentieux commercial

qu'il s'agisse de litige entre entreprises, commerçants ou tout ce qui est relatif aux activités commerciales.

réaliser au cours de notre mandat sera considéré comme un travail fait par la justice mohélienne car nous allons exercer notre métier avec une

« Ce travail que nous allons

Riwad

COMMUNE DE MORONI :

Le Maire sort du silence et passe à la contre-offensive

Le Maire de la capitale Abdoufatah Said essuie depuis quelques jours des critiques sans concession qui l'accusent d'avoir tenu des propos désobligeants, voire sectaires à l'endroit des vendeurs de poissons qui avaient élu domicile au quartier Mramboini.

sonne aurait été percuté par une voiture, d'où la mesure du maire de la capitale de fermer ce lieu. Le maire a-t-il prononcé ces mots ou fait-il l'objet d'une vendetta populaire pour essayer de le déstabiliser dans les réformes à marche forcée qu'il est en train de mener dans la capitale ? C'est en tout cas le sentiment général qui ressort dans les bureaux de l'hôtel de ville.

contre la cohésion inébranlable des comoriens des quatre îles dans la plus grande ville du pays ».

Dans ce communiqué, Abdoufatah s'exprime au nom du bureau rappelant les réalisations mises en place depuis leur installation le 4 juin dernier. « La reprise des opérations de collecte des ordures, l'interdiction du commerce sur les trottoirs, la réorganisation de l'espace public notamment au niveau des petits ports (zone café du port, la baie de Mtsangani et Ikodjou a Magoudjou sud », une façon pour l'édile de la capitale de balayer d'un revers de la main les critiques qui pleuvent de partout et surtout celles de certains membres de la diaspora anjouanaise de France mettant Abdoufatah Said devant ses contradictions.

Le maire a-t-il prononcé

ces mots ? Si oui il doit faire amende honorable en faisant un mea culpa public, sinon il faut se méfier de la justice populaire qui met à la potence des hommes sans les avoir jugé. Ce qui est sûr et en croire le communiqué, la volonté du maire est loin d'être ébranlée. C'est pourquoi, il en

appelle à la poursuite des réformes engagées en s'appuyant sur les objectifs mondiaux du Développement Durable qui appelle les capitales du monde à « faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables ». À cela, la mai-

rie rappelle qu'elle restera « ferme dans ses convictions » et qu'elle « se réserve ainsi le droit de se constituer partie civile contre ceux qui fomenteront des faux prétextes pour saboter les actions en cours ».

ASB

"Je ne vous aime pas" aurait lancé le maire de la capitale à l'endroit des pêcheurs et vendeurs de poissons qui jouxtent le port de Moroni. Ces derniers contestent la construction d'un mur les empêchant d'accéder à leur lieu de vente habituel. Sauf que l'arrivée des pêcheurs crée un débordement qui amène ceux qui achalandent à faire leurs ventes jusqu'au bord de la route. Cette situation a occasionné un accident, en effet, une per-



Abdoufatahou Said
maire de Moroni.

UNION DES COMORES
Union - Justice - Développement

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU ET DES HYDROCARBURES

Le Directeur Général de l'Énergie des Mines et de l'Eau (DGEME)

Le Directeur Général

جمهورية القمر المتحدة
وحدة - تضامن - تنمية

وزارة الطاقة والمياه والمحروقات
الوزير

Moroni, le 03 / 12 / 2022

N2022.16 / DGEME / DG

« Projet de Renforcement de la Gouvernance dans le secteur de l'Eau » (PROGEAU) en Union des Comores

AVIS d'APPEL A CANDIDATURE AU POSTE DE COORDINATEUR

Dans le Cadre de la Mise en œuvre du Projet de renforcement de la gouvernance du secteur de l'Eau (PROGEAU) aux Comores, projet financé par l'Agence Française de Développement (AFD), la Direction Générale de l'Énergie, des Mines et de l'Eau (DGEME) recrute un/une coordinateur (trice) National (e) pour le Projet PROGEAU.

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont prié (e) s de prendre connaissance des termes de référence à l'adresse suivante : progeau.2018@gmail.com

Date début de publication : 06/12/2022

Date limite de dépôt des candidatures : 31/12/2022

Les candidats intéressés devront soumettre un dossier de candidature en langue française comprenant :

- Une lettre de motivation qui démontre clairement les liens entre les exigences du poste et l'expérience du/de la candidat(e) (maximum 2 pages) ;
- Un curriculum vitae détaillé ;
- Coordonnées de trois (3) personnes de référence (nom, prénom, titre, structure, téléphone, courriel).

Remarques : Les candidatures féminines sont fortement encouragées et à compétence égales, les candidatures féminines sont privilégiées.


 Ali Ibrahim Mazieda

COOPÉRATION RÉGIONALE

La COI fête ses 40 ans

La COI a célébré hier la 40ème année de sa création. Née en 1982 de la volonté de trois îles : Maurice, Madagascar et Seychelles, elle sera institutionnalisée deux ans après par l'Accord de Victoria, ratifié en 1984 aux Seychelles. Les Comores et la France au titre de La Réunion rejoindront par la suite l'organisation qui au fil des ans s'impose comme un acteur incontournable dans la région indianocéanie.

La déclaration de Port-Louis un 21 décembre 1982 marque l'acte fondateur de la Commission de l'Océan Indien. La conférence de Port-Louis à l'île Maurice sera une étape importante pour la création d'une « espace de solidarité et de coopération ». Une volonté née d'abord de trois pays

insulaire du sud-ouest de l'Océan Indien – Maurice – Madagascar – Seychelles. L'organisation accueillera ensuite les Comores et la France au titre de La Réunion. A Port-Louis, ils étaient à l'époque trois chefs de la diplomatie de Maurice, des Seychelles, de Madagascar à ratifier la déclaration de Port-Louis. A savoir

: Jean Claude De L'Estrac, Dr Maxime Ferrari et Christian Rémi Richard.

Considérés comme étant les pères fondateurs de l'organisation, ces chefs de la diplomatie souhaitent que la coopération soit la plus large possible et qu'elle puisse être un outil de coopération dans des nombreux secteurs pour disent-ils le développement économique, social, scientifique et industriel. En quelques années, ils réussirent à imposer l'organisation comme un acteur incontournable dans la zone de l'Océan Indien. Elle suscite dès lors

l'intérêt des organisations telles que l'UE, l'ONU, des pays comme la Chine, l'Inde et l'Australie.

« En quarante ans, la COI a traduit en actions les vœux exprimés dans la déclaration de Port-Louis. Elle s'est affirmée comme un acteur incontournable du paysage régional et comme le porte-voix naturel des Îles d'Afrique. Au-delà de ses seuls Etats membres. Elle continuera d'être l'outil premier d'une solidarité agissante. Elle restera toujours l'expression institutionnelle d'une indianocéanie en partage. Vulnérable par nature mais ambitieux par choix », a

déclaré Pr. Vélayoudom Marimoutou secrétaire général de la COI à l'occasion des 40 ans de l'organisation.

Depuis 1987, l'organisation régionale a géré plus de 70 projets de coopération pour un montant de 420 millions d'euros. La COI bénéficie du soutien actif d'une dizaine de partenaires internationaux. Elle accueille, depuis 2016 sept membres observateurs : la Chine, l'UE, l'OIF, l'Ordre de Malte, l'Inde, le Japon et l'ONU. Elle dispose des zones économiques exclusives de 5,5 millions km2.

Maoulida Mbaé

TAXE DIESEL ET VIGNETTE :

L'Agid lance la campagne de sensibilisation

Top! L'administration générale des impôts et domaines (AGID) a lancé la campagne de sensibilisation pour le paiement de la vignette et de la taxe diesel au titre de l'exercice 2023. Les guichets de l'agid seront ouverts aux contribuables du 02 janvier au 28 février prochain, faute de quoi une majoration de 50% sera appliquée aux retardataires.

Devant la presse, hier mercredi 21, le directeur de l'administration générale des impôts et domaines (AGID) Hamadi Mohamed Sohir a lancé la campagne de sensibilisation pour le paiement de la vignette et de la taxe diesel. Cette campagne de 10 jours va permettre aux contribuables de s'acquitter de leur obligation fiscale avant d'instaurer un recouvrement forcé sur toutes les grandes routes. La vignette a été suspendue, il y a un



La direction de l'AGID lance la sensibilisation

temps pour des raisons particulières, cette fois, la date de paiement est fixée du 02 janvier au 28 février 2023.

« Notre but est de conscientiser les contribuables pour les amener à

payer la taxe, nous ne voulons pénaliser personne. Ce qui est nouveau c'est que les contribuables peuvent se rendre aux guichets Agid des différentes localités, les plus proches à défaut de se rendre à Moroni. Une

technique mise en place pour faciliter les automobilistes », a-t-il souligné.

Le conférencier a tenu à signifier qu'une majoration de 50% sera appliquée pour les retardataires et a

rappelé que la vignettes et la taxe diesel porteront sur l'année 2022, mais les reçus seront délivrés en 2023. « Tout a été préparé depuis cette année mais pour des raisons internes nous n'avons pas pu les utiliser. Je tiens à rappeler que les impôts nous permettent de contribuer au développement de ce pays et cela doit être une fierté. Nous encourageons tout un chacun à s'acquitter de ses devoirs et d'honorer ses obligations vis à vis de l'Etat », encourage-t-il. Pour rappel, en 2018 et 2019, le syndicat des transports en commun (Usukani wa Masiwa) avait refusé le paiement de la vignette, en raison de la dégradation des routes, mais un compromis a été trouvé avec l'Etat, qui a engagé des chantiers de réhabilitation du réseau routier national.

Andjouza Abouheir

ENERGIE

Un compromis trouvé entre Innovant Comores et Sonelec

En raison des coupures d'électricité intempestives sur l'ensemble du pays, la société française d'énergie renouvelable Innovant Comores et la société nationale d'électricité des Comores Sonelec enterrent la hache. Dans une conférence de presse tenue mardi dernier, le responsable d'Innovant Comores Nasser Rachad a déclaré qu'un accord est trouvé entre les deux sociétés afin de s'accoupler pour réduire les coupures. Une aubaine pour les clients car moult recommandations sont encore sur la table.

Présente aux Comores depuis 2019, la société française a pour mission de produire de l'électricité et vendre à la Sonelec. Elle travaille en synchronisation des mégas demandés par Sonelec pour lui permettre d'améliorer la qualité de la distribution du courant. Et ces

derniers jours un climat d'incompréhension a régné entre les deux sociétés. Mais, il semble que la tempête est passée. Dans une conférence de presse tenue le mardi 20 décembre dernier au siège d'Innovant Comores, le responsable de ladite société, Nasser Rachad a annoncé un accord trouvé entre les deux sociétés pour s'accoupler dans le but de réduire les coupures, et d'autres recommandations sont mises sur la table.

« Nous avons une centrale de 3Mw, la région de Mbadini n'arrive pas à consommer 900kw dans la journée. Et 900kw c'est 0,9mw, donc dans 3mw Mbadjini ne consomme pas 1mw. Ce qui fait ces 3mw peuvent synchroniser le courant au-delà de Mbadjini jusqu'aux autres zones périphériques. Quand nous synchronisons avec les groupes électrogènes de la Sonelec il y a peu de coupures intempestives.

L'année dernière quand il y avait des problèmes d'ordre technique et financier, on a eu une concertation avec la Sonelec. La société a soulevé des problèmes de moteur sur la synchronisation, le prix de l'achat du courant et autres, en tout cas à l'issue de la réunion les deux parties se sont engagées pour soulager la situation. On a revu à la baisse le

prix de 98 fc à 80 fc le kw. Mais, aussi le prix de l'énergie non livrée ENL de 40% par mois », a rappelé le responsable d'Innovant Comores. Sans oublier l'augmentation des batteries sur le parc qui passent de 1mw à 2mw, à hauteur de 1,7 millions d'euros.

En effet, ces derniers jours on constate des coupures dans toutes

les zones périphériques. C'est parce que selon lui, Sonelec a arrêté de synchroniser. « Nous avons demandé pourquoi, la société nous a parlé d'un problème technique. On a essayé de se concerter avec notre partenaire. Mais, finalement on s'est entretenu aujourd'hui, pas mal de sujets techniques et financiers sont abordés. Nous sommes convenus qu'à partir de ce mercredi 21 décembre, on va synchroniser nos deux centrales respectives, en commençant par 2mw. Notre partenaire va nous remettre des rapports techniques pour étudier ensemble afin de réduire les coupures. Nous allons partager ensemble les problèmes chaque partie prend ses responsabilités pour améliorer la fourniture d'électricité. Sachant que d'autres recommandations sont mises sur la table », a-t-il conclu.



Le chef d'Innovent Comores devant la presse

Nassuf Ben Amad



UNION DES COMORES

Unité – Solidarité - Développement



MINISTRE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES HYDRAUCARBURES

PROJET D'ACCES A L'ENERGIE SOLAIRE AUX COMORES

Numéro du Crédit : Don IDA NoP177646-KM

AVIS DE PUBLICATION DE TERMES DE REFERENCE

POUR LE RECRUTEMENT D'UN SPECIALISTE EN SAUVEGARDE ENVIRONNEMENTALE DE L'AGENCE D'EXECUTION DU PROJET(AEP)

Le projet d'accès à l'énergie solaire aux Comores recrute pour son Agence d'exécution de projet, un spécialiste en sauvegarde environnementale.

Les candidats intéressés sont priés de prendre connaissance des termes de références à partir du lien ci-après : <https://soneleccomores.com/termes-de-references-pour-recrutement/>

Date de publication : 12 décembre 2022

Date limite de dépôt des candidatures : 29 décembre 2022

1. PROFIL REQUIS

Le Spécialiste en Sauvegarde Environnementale doit :

- Posséder des expériences larges dans le domaine de l'évaluation environnementale et sociale et de l'étude d'impact environnemental,
- Avoir les qualifications ci-après.

2. Qualifications et expériences minimales requises :

- Titulaire d'un diplôme BAC + 4 au minimum dans le domaine des Sciences Environnementales ou en Géographie, en Environnement ou diplôme équivalent ;
- 10 ans d'expériences dans le domaine : mise en place des évaluations environnementales des projets et la conduite des audits environnementaux ;
- Une bonne connaissance des politiques de sauvegarde environnementale et du nouveau Cadre Environnemental et Social (CES) de la Banque Mondiale et des directives EHS et de maîtrise de la législation environnementale de Union des Comores ;
- Des expériences confirmées en étude d'impact environnemental ;

- Fortes expériences en suivi et évaluation de projets ;
- Au moins avoir réalisé une mission similaire ;
- Une bonne aptitude à communiquer et une excellente capacité rédactionnelle en français et une bonne compréhension de l'anglais ;

Une aisance relationnelle de travail avec les partenaires du Projet, particulièrement avec les institutions financières et les responsables des départements ministériels en charge des affaires maritimes et de l'environnement. Ayant une bonne maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, Powerpoint).

3. CONSTITUTION DU DOSSIER

1. Les candidats intéressés devront fournir un dossier composé de :
 - Une lettre de motivation adressée au Coordonnateur de l'Agence d'exécution du projet;
 - Un curriculum-vitae actualisé, confectionné suivant le modèle en annexe ;
 - Des copies certifiées conformes à l'original des diplômes, certificats et tout autre document attestant l'expérience professionnelle;
 - Une lettre d'engagement à déclarer tout conflit d'intérêt avant l'entrée en fonction ;
 - Une copie de la CNI ou Passeport.

2. Bien plus, le candidat devra avoir un casier judiciaire vierge et ne devra pas avoir été révoqué de la Fonction Publique, de la Magistrature ou d'un organisme parapublic ou privé ;

Des renseignements complémentaires en rapport avec les compétences, l'expérience et l'éthique des candidats présélectionnés pour le poste pourraient être vérifiés ultérieurement.



UNION DES COMORES

Unité – Solidarité - Développement



MINISTRE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES HYDRAUCARBURES

PROJET D'ACCES A L'ENERGIE SOLAIRE AUX COMORES

AGENCE D'EXECUTION DU PROJET (AEP)

Numéro du Crédit : Don IDA NoP177646-KM

TERMES DE REFERENCE POUR LE RECRUTEMENT D'UN SPECIALISTE EN GESTION DES RISQUES SOCIAUX

Le projet d'accès à l'énergie solaire aux Comores recrute pour son Agence d'exécution de projet, un spécialiste en gestion des risques sociaux.

Les candidats intéressés sont priés de prendre connaissance des termes de références à partir du lien ci-après : <https://soneleccomores.com/termes-de-references-pour-recrutement/>

Date de publication : 12 décembre 2022

Date limite de dépôt des candidatures : 29 décembre 2022

PROFIL REQUIS

Le Spécialiste en Gestion des risques Sociaux doit avoir les qualifications ci-après.

1. Qualifications et expériences minimales requises :

Titulaire d'un diplôme BAC + 5 dans le domaine social, d'études d'impacts environnemental et social, ou diplômes équivalent ;

Dispose de plus de 05 ans d'expériences dans des études d'impacts sociaux et d'appui aux projets de développement sociaux ;

Avoir occupé un poste clé dans la réalisation d'études d'évaluation et/ou de gestion sociale (évaluation environnementale et sociale stratégique ; cadre de gestion environnementale et sociale ; cadre de la politique de réinstallation ; étude d'impact environnemental et social ; audits; etc.) de projets de développement financés par les partenaires techniques et financiers des Comores (BM, SFI, BAD, AFD, etc.)

Expériences avérées dans le domaine du développement social et plus particulièrement : gestion des risques sociaux, inclusion sociale (incluant genre), problématiques de vulnérabilité, engagement citoyen/ redevabilité sociale et développement communautaire, gestion des conflits et des plaintes ;

Disposer d'une expérience en matière d'animation communautaire, ou de conception d'outils ou de supports de communication en langue française ou en langues comorienne et en assistance de groupes vulnérables ;

- Fortes expériences en suivi et évaluation de projets ;
- Excellente capacité rédactionnelle en langue comorienne et en français ;
- Excellente maîtrise du Français.

2. Constitution du dossier

- Les candidats intéressés devront fournir un dossier composé de :
- Une lettre de motivation adressée au coordonnateur de l'AEP ;
 - Un curriculum-vitae actualisé;
 - Des copies des diplômes, certificats et tout autre document attestant l'expérience professionnelle certifiées conformes à l'original;
 - Une lettre d'engagement à déclarer tout conflit d'intérêt avant l'entrée en fonction ;
 - Une copie de la CNI ou Passeport.

Le candidat devra avoir un casier judiciaire vierge et ne devra pas avoir été révoqué de la Fonction Publique, de la Magistrature ou d'un organisme parapublic ou privé ;

Des renseignements complémentaires en rapport avec les compétences, l'expérience et l'éthique des candidats présélectionnés pour le poste pourraient être vérifiés ultérieurement.

JEUX DES ÎLES 2027 :

À quand le réveil

Les derniers jeux des jeunes de l'océan indien ont été un sérieux révélateur du niveau de nos jeunes athlètes. Le moins que l'on puisse dire est que nous avons une potentiel que l'on doit préserver et encadrer dans la perspective des jeux de l'océan indien en 2027 quel que soit le lieu où ils seront organisés.

On s'en souvient du discours du chef de l'Etat appelant de ses vœux l'organisation des jeux des îles de l'océan indien en 2027. Des vœux qui passent par la construction d'infrastructures adéquates à la bonne pratique des disciplines. Au-delà même de la question des infrastructures fondamentales à l'organisation d'un tel événement, les autorités compétentes doivent se préoccuper du niveau de nos athlètes qui sont encore loin des meilleurs de la région. Et pourtant ce qu'il s'est passé lors des jeux de jeunes à Maurice entrouvre une porte d'espoir qu'avec un peu de moyen et de volonté politique, nous pouvons compter sur des éléments sur d'ici 5 ans.

Organisateur des prochains jeux de la région en 2023, Madagascar a fait le choix de ne pas envoyer d'ath-

lètes a Maurice pour les jeux des jeunes pour reporter ses financements à la formations de leurs athlètes dans diverses structures de formation et d'entraînements partout dans le monde dans l'optique de mieux les préparer pour ce grand rendez-vous sur leur sol ou les malgaches comptent rafler la majorité des médailles. Que ce soit au Centre International d'Athlétisme de Dakar (CIAD), l'INSEP en France ou à Shanghai en Chine, des athlètes malgaches sont éparpillés dans ces lieux pour mieux se préparer.

Aux Comores, jusqu'à maintenant le ministère de la jeunesse n'a pas encore dégagé une stratégie claire de développement de nos infrastructures en vue des jeux de 2027 que tout (gouvernement, population, et sportifs) s'accordent à dire que les Comores ne doivent pas rater encore une fois l'occasion d'organiser le plus grand événement sportif des îles du Sud ouest de l'océan indien, au risque de se faire damer le pion par le Comité Régional Olympique et Sportif de Mayotte qui s'est déjà positionné pour l'organisation de ces jeux. Toutefois, entre le souhait et la faisabilité, il y a souvent un fossé difficile à combler.

Le cout même de l'organisation tiendrait de la gageure pour un pays qui n'a pas été capable de payer les frais de déplacement d'une trentaine d'athlètes alignés sur 8 disciplines. À titre d'exemple, les derniers jeux des jeunes à Maurice auront coûté la bagatelle de Rs 100 millions de roupies soit un peu plus de 561 millions de nos francs, et encore que Maurice n'avait pas besoin de construire de nouvelles infrastructures, sinon la facture aurait été beaucoup plus salée. Pour l'organisation des 10ème jeux de la région, nos voisins ont dû dégager un budget de Rs 3,9 milliards pour la construction du complexe sportif de la côte d'or, je vous laisse convertir en francs comorien.

Avec presque zéro infrastructure, on imagine le cout que cela doit engendrer pour la construction d'un gymnase couvert, d'un complexe de natation ou encore d'une salle pour les sports de combats. Pour être clair, ce n'est pas demain la veille si un changement de mentalité ne s'opère pas les vœux présidentiels risquent de rester des vœux pieux.

AS Badraoui

La Gazette des Comores
BP 2216 Moroni - UNION DES COMORES
Tél. (269) 37-79-80 - 33 26 76

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse postale : _____ email : _____
Tél. : _____ Fax : _____ Mob : _____

Périodicité :
3 mois Montant : _____
6 mois Montant : _____
12 mois Montant : _____

Mode de règlement :
Espèces
Chèque n° _____
Virement bancaire réf. : _____

Moroni le,
Signature : _____

Tarifs d'abonnement
(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Anuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127



La Mairie de Moroni constate depuis quelques jours une confusion colportée par des groupuscules invisibles au sujet de la politique d'aménagement de la capitale. Certains cherchent à fabriquer des subterfuges éhontés pour comploter contre la cohésion inébranlable des Comoriens des quatre îles dans la plus grande ville du pays. Les auteurs entretiennent la désinformation sur les réseaux sociaux et propagent toute honte bue une campagne rétrograde visant à porter atteinte à la morale républicaine de l'institution municipale.

Le Bureau du Maire tient ainsi à rappeler à l'ensemble des administrés de Moroni que cette campagne honteuse orchestrée par des marchands de la haine n'aboutira nulle part car les Comoriens venant de toutes les quatre îles du pays sont chez eux à Moroni. Une enquête est en cours pour identifier les personnes à la manœuvre ainsi que leurs motivations réelles.

Le Bureau du Maire profite de cette occasion pour informer les Comoriens de l'intérieur et de l'extérieur que les nouveaux élus de la capitale portent un nouvel idéal qui s'inspire de la ferme détermination du nouveau Maire Abdoufatah Said Mohamed à faire bouger les lignes sur tous les fronts de la transformation de la ville sous le slogan MORONI POUR TOUS. La capitale des Comores appartient à tout le monde. Et nul ne saurait se soustraire à ce principe qui fonde la vision du premier magistrat

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Moroni le 20 décembre 2022

de la ville.

Le nouveau bureau, investi le 4 juin dernier, s'est mobilisé avec le soutien de tous les quartiers, l'administration et les écoles, les pharmacies, les établissements financiers, les hôtels, entre autres, pour mettre de l'ordre dans la capitale. Six mois après son installation, il a engagé diverses actions dont les plus emblématiques sont :

- La reprise des opérations de collecte des ordures dans toutes les zones après des mois de suspension
- La création de plusieurs points de collecte et de ramassage des ordures
- L'instauration d'un dialogue entre les administrés et la Mairie sur la gestion des ordures
- L'interdiction du commerce dans les trottoirs, suivie de la création de 150 nouvelles places dans le marché Dubaï pour accueillir les vendeurs des trottoirs
- L'aménagement de nouveaux parkings (A la Coulée pour les automobilistes de la région Oichili-Dimani) pour désengorger la capitale en collaboration avec Wusukani Wa Massiwa)
- Le déplacement du parking de Volo Volo vers le quartier Oasis (les travaux sont en cours)
- L'aménagement du Petit Marché par la construction d'un nouvel espace pour les vendeurs
- La réorganisation de l'espace public notamment au niveau des petits ports (Zone Café du port, la baie de Mtsangani et Ikodjou à Magoudjou Sud)

- Le renforcement des capacités de la Police municipale qui veille sur la sécurité de nos enfants à l'entrée de leurs établissements d'enseignement

Les villes du monde, y compris Moroni, sont aujourd'hui confrontées à d'immenses défis. Le Système des Nations-Unies, dans l'ODD 11, intitulé "Villes et communautés durables", il a été demandé à toutes les capitales du monde à "Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables". Un engagement réitéré par notre pays à travers le Plan Comores Emergent (PCE) à l'horizon 2030. Ainsi, les actions engagées par la Mairie vont en droite ligne avec cet objectif de faire en sorte que Moroni devienne "une ville durable et résiliente". Le nouveau bureau a donc le devoir de s'aligner à cette vision mondiale renouvelée lors de la COP 27 en Egypte en prenant en compte les problématiques mondiales en matière d'urbanisation, de circulation, d'organisation des flux humains et de gestion de déchets.

La capitale des Comores ne doit pas rester un dépotoir à ciel ouvert. Les trottoirs ne doivent pas être transformés en casinos publics. Les rues et les ruelles de Moroni doivent devenir des lieux sûrs de circulation et de sûreté pour l'ensemble des administrés et surtout à nos enfants. Environ 10.000 personnes en provenance de toutes les régions arrivent tous les matins à Moroni. Les défis

de gestion et de réorganisation de l'espace public sont immenses. Des actions similaires sont engagées à Mutsamudu, Mamoudzou et Fomboni. L'heure est à la mobilisation pour redonner la capitale l'image d'une ville propre et bien aménagée.

La Mairie de Moroni travaille jours et nuits depuis des mois avec les moyens de bord pour assurer une circulation fluide en libérant des espaces aux fins d'organiser d'autres pour le bien des usagers de la route et des Comoriens en général. Les travaux d'aménagement du Petit Marché sont aujourd'hui le corollaire de cette politique engagée par les élus visant à redonner une autre image de la capitale. Des projets comme la création d'une grande poissonnerie sont en cours. Les actions de réaménagement de la ville de Moroni iront jusqu'au bout.

Les forces obscures qui cherchent à saper la dynamique engagée doivent plutôt investir dans les idées et cesser de propager de fausses informations sur les nouvelles actions engagées en six mois. Le Bureau du Maire restera ferme dans ses convictions et ne tolérera aucune campagne de haine. La Mairie réserve ainsi le droit de se constituer partie civile contre ceux qui fomentent des faux prétextes pour saboter les actions en cours ou semer la zizanie entre les citoyens dans la capitale des Comores.

LE BUREAU DU MAIRE



UNION DES COMORES

Unité – Solidarité - Développement

MINISTRE DES TRANSPORTS MARITIME ET AERIEN

PROJET CONNECTIVITE INTER-ILES DES COMORES

Réf. N°2022/12/02/MTMA/PICMC/STAGIAIRE PASSATION DES MARCHES PUBLICS

« Sollicitation de Manifestations d'Intérêt pour le Recrutement de deux Stagiaires en Passation des Marchés Publics pour le Projet Connectivite Inter-Iles des Comores (PICMC) »

Date de l'avis : 21/12/2022

1. INTRODUCTION

L'Union des Comores a obtenu un financement de la Banque mondiale d'un montant équivalant à 20 000 000 US\$ pour financer le Projet Connectivite Inter Iles des Comores (PICMC), dans le secteur du transport maritime entre les îles

Le portefeuille de la Banque Mondiale aux Comores est confronté à des défis dans sa mise en œuvre à cause entre autres, du manque de spécialistes qualifiés en passation des marchés publics. Le nombre croissant des projets financés par la Banque Mondiale demande plus de capacité en spécialistes francophones en passation des marchés dans le pays pour accompagner la mise en œuvre effective des projets en temps opportun.

Afin d'augmenter le nombre de spécialistes en passation des marchés sur le marché national, le Gouvernement de l'Union des Comores à travers le Projet Connectivité Inter Iles des Comores, recrute deux stagiaires récemment diplômés dans les domaines droit, gestion de projet, ingénieurs, etc.

2. OBJECTIF DU PROGRAMME DE STAGE

L'objectif du programme de stage est de renforcer les capacités techniques et les comportements au travail du/de la stagiaire en lui facilitant des expériences pratiques sur le terrain et dans le milieu professionnel des marchés publics.

A la fin du stage, les bénéficiaires auront une expérience professionnelle pratique dans le domaine des marchés publics, liée au domaine de leur formation universitaire. Les stagiaires sont censés acquérir les connaissances et les compétences liés aux marchés publics dont la législation sur les marchés publics aux Comores et la réglementation des marchés publics des agences multilatérales comme la Banque mondiale.

Un certificat d'attestation de stage, signé par le Responsable de l'UGP sera octroyé aux stagiaires après les deux ans effectivement passés à acquérir les compétences requises pour devenir un assistant en passation des marchés publics. La durée du stage pourra être écourtée dans le cas du non-respect des règlements de travail en vigueur dans l'UGP. Une observation écrite sera faite au stagiaire pour les manquements avérés. Après deux observations, le stagiaire sera renvoyé sans attestation de stage.

3. CONDITIONS DE CANDIDATURE POUR LE STAGE

Les conditions requises sont les suivantes :

- Nationalité comorienne,
- Être âgé de moins de 25 ans,
- Récemment diplômés (2020 et 2021) d'un établissement d'enseignement national ou international reconnu,
- Être titulaire d'au moins une licence dans le secteur du projet qui embauche,
- Expérience professionnelle non requise,
- Connaître les outils informatiques de base (Word, Excel et PowerPoint),
- Avoir de bonnes compétences en communication orale et écrite en français. La maîtrise de l'anglais sera un avantage.

4. DOSSIER DE CANDIDATURE

Le dossier à soumettre au Responsable de l'UGP, doit comprendre les documents suivants :

- Lettre de motivation,
- Curriculum Vitae,
- Copie certifiée conforme du diplôme dans le secteur du projet,
- Copie de la pièce d'identité.

Les termes de références sont disponibles en demandant à l'adresse suivante : connectivitecomoros@gmail.com copie coordi.connectivitecomoros@gmail.com / rpm.connectivitecomoros@gmail.com

Les critères d'éligibilité, et la procédure de sélection seront conformes aux procédures spécifiées dans le Règlement de Passation des Marchés l'IDA pour les emprunteurs sollicitent le Financement de Projet d'Investissement (Quatrième version novembre 2020 <<Sélection de Consultant Individuelle (SCI)>>

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et obtenir les termes de références à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : de 08h 30 à 14H 30 (heure locale) du Lundi au Vendredi.

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées ou envoyées par email, aux adresses mentionnées ci-dessus au plus tard **le Mercredi 04 janvier 2023 à 14 h 30 (heure locale)**. Adressé à : Monsieur le Coordinateur du Projet Connectivité Inter-Îles des Comores « **Manifestation d'intérêt N°2022/12/02/MTMA/PICMC/Stagiaire en Passation des Marchés Publics Intitulé du poste** », Bureau de gestion de projet à Moroni Coulée de lave - Route Garage MARIKAO